



La saignée continue à l'hôpital public : 45.000 emplois en moins en 3 ans !

Alors que la période estivale se termine, les personnels hospitaliers n'en peuvent plus ! Ils sont confrontés depuis trois ans à des réductions d'effectifs continus.

La cause en est simple : le président de la République a fixé un objectif de déficit « zéro » en 2012. Mais de quel « déficit » parle-t-on ?

D'année en année, le budget alloué aux hôpitaux diminue en euros constants et ne permet même pas de maintenir l'existant.

Pour les directeurs d'hôpitaux, l'équation est malheureusement simple. Alors que les dépenses de personnel représentent près de 70 % du total, **(et moins de 50% de dépense pour le personnel non médical au CHU de Clermont Ferrand) la seule solution est de diminuer le volume des emplois.**

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2009 plus de 10.000 suppressions de postes confirmées et les projections pour 2010 et 2011 aboutissent à près de 45 000 emplois disparus en 3 ans.

Une fois de plus, le gouvernement est pris en flagrant délit de mensonge. Alors que le Président et les différents ministres de la santé nous ont seriné que les hôpitaux ne seraient pas touchés par la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, la réalité est bien différente.

Réalité aggravée par l'augmentation brutale des départs en retraite des personnels pouvant encore bénéficier du départ anticipé pour les mères de trois enfants, (jusqu'au élections 2012 seulement).

Les personnels hospitaliers sont à bout.

Les situations d'épuisement au travail se multiplient, les arrêts de maladie augmentent, de plus en plus nombreux sont ceux qui souhaitent abandonner le métier. Alors que les besoins augmentent, que le vieillissement de la population nécessite plus que jamais un système de santé performant, le gouvernement est en train d'organiser la casse du service public hospitalier en l'étouffant financièrement.

L'argent existe pour financer les services publics, notamment celui de la santé.

Aujourd'hui les hôpitaux publics ont besoin d'environ 1,5 milliard d'euros pour combler les « déficits » et rétablir leur situation financière. Cela représente à peine 20 % des bénéfices du groupe pharmaceutique Sanofi Aventis. Alors que des études montrent que ce groupe fait partie de ceux qui échappent largement à l'impôt sur les sociétés, cela représente un véritable scandale !

